

vernements à perfectionner leurs moyens de détection et d'identification des essais nucléaires souterrains. Cette résolution a obtenu l'appui général de l'Assemblée plénière.

Armes chimiques et biologiques

Bien que le Protocole de Genève de 1925 interdise l'utilisation des armes chimiques et biologiques, certaines puissances militaires en ont continué la mise au point, la production et le stockage, surtout des armes chimiques. On a fait un grand pas vers le renforcement du Protocole de Genève lorsqu'un traité d'élimination des armes biologiques, négocié à la CCD, fut ouvert à la signature le 10 avril 1972; ce traité fut signé le jour même par le Canada et ratifié le 18 septembre. La convention entrera en vigueur lorsque 22 États, y compris les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne, l'auront ratifiée.

La CCD a également poursuivi l'élaboration du texte d'un traité parallèle qui interdirait la mise au point, la production et le stockage des armes chimiques. A cet égard, les progrès ont été entravés, du moins en partie, par la difficulté d'élaborer un dispositif de vérification adéquat et politiquement acceptable à toutes les parties. Il reste en outre à définir les substances qui devraient être interdites et à déterminer le genre d'activité auquel s'appliquerait le traité. Toutefois, la CCD a fait œuvre utile durant l'année en examinant les aspects techniques de l'interdiction des armes chimiques: les délégations membres ont soumis des documents de travail sur divers problèmes et les experts, réunis à titre officieux, ont procédé à des échanges de vues utiles sur des questions techniques. Le Canada a soumis un document de travail sur la toxicité des substances chimiques «qui examinait les méthodes d'évaluation de la toxicité et leur application à un accord sur le contrôle des armes chimiques».

A la dernière Assemblée générale de l'ONU, le Canada a coparrainé une résolution qui réaffirmait l'objectif d'interdiction effective des armes chimiques, demandait à la CCD de poursuivre les négociations en vue d'atteindre cet objectif, et invitait une aussi large adhésion que possible à la convention touchant les armes biologiques et au Protocole de Genève.

Limitation des armements stratégiques (SALT)

En ce qui concerne l'équilibre des puissances dans le monde et le contrôle des armements, l'événement saillant de 1972 a été la signature des accords conclus entre les États-Unis et l'URSS au sujet de la limitation des armements stratégiques. Signés à Moscou au mois de mai, ces accords comprenaient:

- un Traité de durée illimitée aux termes duquel chaque partie s'engage à ne pas mettre en service des systèmes ABM ou leurs composants, à deux exceptions près: l'un aux environs de sa capitale nationale et l'autre dans une zone de déploiement de lanceurs ICBM;
- une Convention provisoire suspendant absolument, pour une période de cinq ans, la construction de nouvelles rampes de lancement de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et celle de lanceurs de missiles balistiques à bord de sous-marins (SLBM);
- un Protocole limitant le nombre de SLBM et de sous-marins porteurs de missiles balistiques, et autorisant le remplacement de lanceurs terrestres fixes par des SLBM dans les limites indiquées; et
- des interprétations convenues ainsi que des déclarations unilatérales.

On a également prévu la création d'un Comité consultatif permanent États-Unis-URSS, chargé d'étudier la mise en œuvre de ces accords et toutes questions pertinentes.

Le 21 novembre 1972, les États-Unis et l'URSS reprenaient leurs négociations à Genève en vue de conclure un traité définitif sur la limitation des armes offensives. Les États-Unis ont, selon l'usage, consulté leurs alliés de l'OTAN sur le fond des entretiens SALT. Ces consultations ont donné au Canada l'occasion de faire connaître ses vues sur des négociations qui, malgré leur caractère bilatéral, touchent la sécurité de la communauté internationale dans son ensemble.

Réductions mutuelles et équilibrées des forces

Comme suite à l'amélioration du climat politique en Europe au cours des dernières années, les pays de